

Le forum de l'environnement

Michèle Pappalardo apporte son soutien au réseau Farre

MICHÈLE PAPPALARDO, COMMISSAIRE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE, EST VENUE TÉMOIGNER SON SOUTIEN AU RÉSEAU FARRE EN CLÔTURE DU COLLOQUE QUE LES AGRICULTEURS ADHÉRENTS ONT ORGANISÉ, LE 19 JANVIER, À LA CITÉ DES SCIENCES À PARIS SUR L'INNOVATION. UN THÈME CHOISI JUSTEMENT PARCE QU'IL FAIT PARTIE DE TOUTE DÉMARCHE DE PROGRÈS. « VOUS ÊTES PRÉCURSEURS ET VOLONTARISTES, A SOULIGNÉ MICHÈLE PAPPALARDO. TOUT LE MONDE N'ADOpte PAS UNE TELLE ATTITUDE. IL FAUT AUSSI ÊTRE CONVAINCU. »

Convaincu surtout qu'il faut avancer ensemble avec les différentes parties prenantes de la société. Elle a ainsi souligné cette stratégie d'écoute du « côte-à-côte plutôt que du face-à-face » développée par Christophe Grison, président du réseau. Reste que la commissaire au développement durable était attendue pour un point sur la certification environnementale des exploitations. Un dossier qui, au goût des agriculteurs, prend trop de retard et n'apporte pas, dans la Loi de modernisation agricole, le soutien financier espéré par le biais de la réduction fiscale pour les exploitations certifiées. Michèle Pappalardo

à toutefois expliqué que les décrets d'application étaient prêts. « *Tout ira très vite dès que la loi Grenelle 2 sera adoptée. Nous tenons à ce dossier.* » Et annonce que le gouvernement préfère la valorisation des efforts par le marché : « *Le niveau le plus élevé portera la mention HVE, haute valeur environnementale. L'idée c'est que l'affichage de cette mention sur les produits, qui fait partie des accords, permette de nouer justement ce lien producteur-consommateur et de dégager une plus-value pour l'exploitant parce que l'on est bien dans ce projet de lier économie et protection de l'environnement.* » ■

Sur le yif...

> BIODIVERSITÉ

À l'occasion de l'année mondiale de la biodiversité, Chantal Jouanno, secrétaire d'État à l'Écologie, plaide pour la création d'une autorité scientifique mondiale afin de permettre une mobilisation des experts pour enrayer la perte de biodiversité. De son côté, Michèle Pappalardo, commissaire générale au développement durable, souligne l'originalité et l'intérêt du programme Agriculture et biodiversité mené par la Ligue pour la protection des oiseaux avec Farre, la FNCivam et la Fnab, qui a permis « *d'interroger ses pratiques agricoles et de ne pas avoir peur de regarder les choses en face pour agir* ». Afin de valoriser les résultats de ce travail mené durant cinq ans, les différents partenaires envisagent la tenue d'une journée nationale *in situ* au printemps prochain pour communiquer plus largement sur les expériences mises en place pour préserver la biodiversité.

Écophyto 2018 : l'agriculture raisonnée, première marche vers l'objectif

LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE ÉCOPHYTO R&D MENÉE PAR L'INRA ONT PERMIS DE METTRE EN ÉVIDENCE que pour atteindre l'objectif ambitieux de réduire « *de 50 % l'utilisation des produits phytopharmaceutiques d'ici 2018, si possible* », la combinaison des pratiques agricoles et la conception de nouveaux systèmes de production seront les voies à emprunter. Actuellement, les pratiques de protection raisonnée fondées sur l'observation, le respect des seuils d'intervention et le raisonnement des doses, amèneraient, déjà, à une réduction pouvant aller jusqu'à 30 % en moyenne en grandes cultures, tout en maintenant la marge

et le niveau de rendement. Les données des 340 parcelles des vingt agriculteurs du réseau Farre qui ont été collectées pour l'étude ont permis de corroborer ces conclusions. La généralisation de ces méthodes au niveau de la ferme France est un moyen rapide et faisable qu'il faut engager dès maintenant. Et ce, en menant la recherche et l'expérimentation de terrain des techniques de « *production intégrée* » : une rupture dans les systèmes actuels, remplaçant l'agronomie au cœur du sujet et qui amèneront à mobiliser l'ensemble des acteurs de la filière agricole jusqu'au consommateur. ■

M.H.

Nouvelles parties prenantes en agriculture : opportunités ou menaces ?

Farre :

Comment peut-on définir les « parties prenantes » et quel rôle peut-on leur attribuer, aujourd'hui, dans la prise de décision économique et politique ?

■ **PATRICK D'HUMIÈRES** : Depuis plusieurs décennies, dans nos pays développés, il se passe une mutation importante qui change le fonctionnement de notre vie sociale et collective : c'est la prise de pouvoir de « la société civile », c'est-à-dire des citoyens organisés, au travers d'une alliance informelle entre les médias, les associations et les prescripteurs d'opinion de toutes sortes, dont les opinions influencent directement la prise de décision économique et politique. C'est une « alliance sociétale » qui se nourrit de l'émotion et de la défense d'un intérêt spécifique, considéré comme légitime ; elle promeut des valeurs, souvent en réaction aux situations en place. Cette dynamique nouvelle, caractéristique de la démocratie d'opinion, inverse la pyramide de l'organisation sociale ancienne : il y avait « les pouvoirs d'en haut » et il y a maintenant « les pouvoirs d'en bas ». Seuls les notables avaient la parole autrefois, elle appartient désormais à tout un chacun. Ce phénomène ouvre un droit à l'expression et fait place à ce qu'on appelle maintenant les « parties prenantes » dans



Expert des relations entre entreprises et société, ancien directeur général d'Agra-Press, Patrick d'Humières nous livre son analyse sur le rôle grandissant des « parties prenantes » dans la mise en œuvre du développement durable.

chaque domaine d'activité. Il ne faut pas s'en plaindre ou se lamenter, sous prétexte que la société s'en trouve fragmentée – communautarisée – ingouvernable et de moins en moins apte au consensus, car il faudra bien apprendre à vivre ensemble, dans ce contexte de familles décomposées...

Certes, c'est un fait qui complique énormément la fabrication de compromis démocratiques et leur application. Mais c'est un fait qui peut s'autoréguler au travers de mécanismes d'arbitrage, fondés sur la qualité des arguments, la justesse des causes et le besoin de survie ou le donnant-donnant, car au final l'opinion finit par se faire son idée des débats, entre le bon sens commun

et la défense de valeurs de base.

Farre :
L'agriculture est particulièrement concernée par l'interpellation de la société, en a-t-elle vraiment conscience ?

■ **PATRICK D'HUMIÈRES** : L'agriculture est le secteur le plus concerné par cette problématique sociétale car il est un de ceux qui pâtissent le plus d'une distance qui s'est créée avec la société depuis deux générations. La profession a cru que son utilité sociale la protégerait et n'a pas vu qu'on l'ignorait et qu'on remplaçait un enracinement séculaire par un

mythe moderne : la nature vierge. Elle s'est retrouvée dans un porte-à-faux dramatique qui lui a fait perdre la plupart de ses alliés territoriaux et qui l'a enfermée dans une opposition à ses adversaires naturalistes. Elle a bénéficié longtemps du « bouclier électoral ». Mais celui-ci s'est érodé et s'est aussi fragmenté. L'agriculture s'est banalisée et est devenue un secteur comme un autre, devant marchander sa part du revenu et de la considération sociale, mais sans bien savoir sur quoi négocier et avec qui. On l'a livrée lâchement aux pouvoirs considérables de ses partenaires économiques qui n'ont eu de cesse de confisquer ses gains de productivité au nom du sacro-saint pouvoir

d'achat et de la défense du pauvre consommateur. On lui a imposé la correction des coûts environnementaux parce qu'on avait trop attendu et que l'électorat écologique devenait une force non moins importante et influente que la sienne. Cet isolement croissant du monde agricole n'est pas un problème de communication, ni d'identité, ni même de rapport politique. C'est un problème de rénovation du contrat agriculture-société qui ne trouve pas son équation sociale, économique et politique, dans le contexte nouveau, faute de négocier avec le bon interlocuteur : l'agriculture croit que son avenir dépend de l'État alors qu'il dépend de la société. Elle croit qu'il dépend des élus alors qu'il dépend des acteurs sociétaux. Elle croit qu'il repose sur un dû alors qu'il ne peut être qu'un deal. L'agriculture a longtemps laissé le bio, symbole d'alimentation-santé, croître en dehors d'elle, erreur stratégique s'il en est. L'agriculture n'a pas réglé la question de l'ajustement de son offre à la demande, qualitative et quantitative. Le mécanisme de la Pac a été et reste « le contrat de transition » salulaire, mais

il est destructeur, comme l'ont souvent dit les dirigeants agricoles eux-mêmes, s'il ne recrée pas les conditions de la juste rémunération alimentaire et environnementale de la production agricole. Le changement de modèle qui caractérise toutes les activités économiques aujourd'hui, qui ne peuvent plus être rémunérées au volume uniquement, et qui doivent cesser de déporter sur le fournisseur la baisse du prix, touche l'agriculture, depuis plus longtemps et plus que d'autres. Le modèle durable est une façon de sortir du modèle quantitatif mais encore faut-il le penser, le vouloir et l'organiser collectivement.

Farre :
Comment l'agriculture peut-elle retourner la situation à son avantage et faire valoir le rôle essentiel qu'elle joue pour la société ?

■ **PATRICK D'HUMIÈRES :** La communauté agricole doit se voir reconnaître sa fonction environnementale et être rémunérée sérieusement en conséquence. Tout ce qui sort de cet impératif rend insigni-

fians les discours flatteurs ou rêveurs sur le sauvetage de la biodiversité et la préservation de notre patrimoine. On est en train d'organiser le changement énergétique qui nous émancipera de la révolution industrielle carbonée. On va entrer dans l'économie du découplage et dans celle de l'accessibilité de 9 milliards d'individus sur la planète à un niveau de vie décent et équitable. Cela passe par une nouvelle économie de la nature, réaliste et marchande au bon sens du terme, dont l'agriculteur est le dépositaire et le premier acteur, partout dans le monde. Pourquoi ne pas imaginer de prélever sur les terrains sortis de leur fonction naturelle ou détruits pour rémunérer ceux qui gardent le reste de l'espace vivant ? Inventons « la contribution nature » et travaillons sur le prix de l'espace naturel vivant pour créer cette économie de l'agriculture productive de bien-être et d'alimentation naturelle.

L'économie durable en est à ses débuts. Elle ouvre des champs nouveaux de réflexion et de solutions explorées, pour autant qu'on veuille écouter tout le monde, discuter de façon ouverte

> PATRICK D'HUMIÈRES

est actuellement président de Company 21. Il vient de publier *Le développement durable va-t-il tuer le capitalisme ?* (janvier 2010, Éditions maxima). Il est également le coauteur des livres *Le développement durable : le management de l'entreprise responsable* (mars 2005, Éditions d'Organisation) et *Les pionniers de l'entreprise responsable* (juillet 2001, Éditions d'Organisation).



et oser des hypothèses à la hauteur des défis. Raisonner, ce doit être rendre l'avenir des hommes et des espaces durable. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR GILLES MARÉCHAL



GILLES CODINA

HERVÉ POMMEREAU, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE FARRE

« Nous devons mettre en place une véritable stratégie d'écoute vis-à-vis de la société »

Qu'il s'agisse des associations de consommateurs au moment de la mise en place de l'agriculture raisonnée, des représentants de la société civile lors de nos colloques ou des associations environnementales aujourd'hui, nous savons que le secteur agricole, qui est au cœur des enjeux de société doit mettre en place une véritable stratégie d'écoute vis-à-vis des nouvelles formes d'expression qui se manifestent et qui nous interpellent sur de nombreux sujets. Fidèle à son esprit pionnier, le

conseil d'administration de Farre a proposé à la Ligue pour la protection des oiseaux, à France nature environnement, aux représentants de l'agriculture intégrée de faire partie de notre conseil scientifique et ceci pour au moins trois raisons. Tout d'abord, parce que nous pensons que la complexité sociétale ne peut se traduire que partiellement et tardivement dans la loi et qu'il faut donc – par un dialogue enrichi avec de nouveaux acteurs – anticiper et décrypter les messages de la société. Ensuite, parce que ces acteurs

ont une capacité à exprimer ce que d'autres ressentent et font émerger des préoccupations montantes qui peut très rapidement influencer sur nos façons de faire et d'agir. Enfin, parce que l'expérience que nous venons de conduire, en travaillant pendant cinq ans sur l'amélioration de la biodiversité dans les exploitations avec la LPO, la Fnab et la FNCivam, nous démontre que nous avons tout à gagner à unir nos forces, à débattre sur le fond plutôt qu'à nous invectiver par voie de communiqué.

► En tant que forum, c'est-à-dire, lieu de débats, d'échanges et de confrontations d'idées, Farre travaille depuis longtemps avec ce qu'on appelle aujourd'hui les « parties prenantes ».

Réseau Énergie&GES : communiquer sur la performance énergétique des exploitations

IDENTIFIER ET PROMOUVOIR LES DÉMARCHES INNOVANTES EN MATIÈRE D'ÉNERGIE, tels sont les objectifs de ce réseau. Comme l'exprime chacun des partenaires techniques (Ademe, Invivo, le projet Grignon Énergie Positive) associés aux agriculteurs Farre impliqués, les leviers pour réduire les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre (GES) se situent à plusieurs échelles en agriculture.

Jérôme Mousset

service agriculture et forêt, Ademe

« Plusieurs leviers sont possibles face aux enjeux de l'énergie »

Il existe un potentiel important d'économies d'énergie. Les principales pistes concernent l'énergie directe (électricité, fuel), la fertilisation azotée, le traitement des effluents d'élevage et la préservation du stock de carbone du sol... Sur les trois échelles d'action que sont l'exploitation, le territoire et la filière, il est possible d'analyser des leviers d'évolution complémentaires et d'impliquer divers acteurs dans l'évolution de l'agriculture. Étant donné les objectifs ambitieux à moyen terme, des adaptations plus profondes des systèmes de production seront à envisager.



de consommation d'énergie non renouvelable d'autre part, sont :

- les émissions à la parcelle d'un GES induites par la fertilisation azotée : le protoxyde d'azote N_2O à très fort pouvoir de réchauffement global,
- la consommation énergétique et les émissions de GES induites par la production des engrais de synthèse,
- la consommation énergétique (fioul) liée aux interventions mécaniques à la parcelle.

Sophie Carton

Ferme expérimentale AgroParisTech

« En élevage, la maîtrise des coûts énergétiques



des matières premières a un fort impact sur le bilan global »

Sur la ferme d'AgroParisTech, dans le cadre du programme Grignon Énergie Positive, une démarche de suivi des impacts énergie et effet de serre de l'exploitation agricole et de test de techniques agricoles plus vertueuses pour l'environnement est développée depuis fin 2005. Par exemple, en élevage bovin laitier, le maintien d'une productivité élevée et la maîtrise des coûts énergétiques des matières premières utilisées dans les rations ont ainsi permis de réduire les consommations d'énergie par litre de lait produit de 40 % en trois ans. ■

MARION HURÉ

Antoine Poupart

responsable gestion agro-environnementale, InVivo

« Agir sur la fertilisation et optimiser les interventions mécaniques »

Les trois enjeux majeurs mis en évidence lorsque l'on parle d'interactions entre l'agronomie et les émissions de GES d'une part, et



> SIA 2010

Farre sera présent au prochain Salon international de l'agriculture, à Paris, porte de Versailles, du 27 février au 7 mars, hall 2-2, allée A, stand n° 31. L'agriculture fera respirer la société sur le stand de Farre. Les visiteurs du salon viendront à la rencontre des agriculteurs du réseau venus témoigner de leurs pratiques, autour d'une animation « oxygénante ». Par ailleurs, Farre participera également à l'animation de l'Odyssée végétale. Sur le thème du conte, les agriculteurs échangeront sur leurs expériences et sur les utilisations du monde végétal dans le quotidien.



> OUTRE-MER

Farre Réunion multiplie les initiatives pour mieux se faire connaître : ouverture d'un blog (<http://farre-reunion.blogspot.com>), réalisation d'un DVD de témoignages d'agriculteurs... L'association apporte également un accompagnement technique aux 85 exploitations qualifiées en agriculture raisonnée sur l'île.

> ACTES

La synthèse des 13^e Rencontres Farre « L'innovation au cœur de la révolution environnementale agricole » est parue et est téléchargeable sur le site www.farre.org

PRATIQUES AGRICOLES - ENVIRONNEMENT - PROGRÈS TECHNIQUES - ÉCHANGES & PARTAGES

Vous aussi rejoignez le réseau FARRE !

- Vous êtes agriculteur. vos expériences dans le cadre d'une démarche de progrès. machinisme, biodiversité, énergie, sécurité au travail...).
- Vous voulez vous engager dans une démarche de certification environnementale. Pour plus d'informations, contactez l'association FARRE
- Vous souhaitez expliquer vos pratiques, partager de ses réseaux spécialisés (sol, phytosanitaires, Tél. : 01 46 22 09 20 Mail : farre@farre.org)

Ont participé au forum de l'environnement :

L'équipe de Farre,
Nadège Redler, Claude Richard,
Gilles Maréchal, Marion Huré
19, rue Jacques Bingen
75017 Paris
Tél. : 01 46 22 09 20
Fax : 01 46 22 02 20
Site : www.farre.org